

Les nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale et l'intégration européenne - Une approche comparative

Par

**Mircea Cosea, vice-premier Ministre et Président du Conseil
gouvernemental pour la coordination et la stratégie pour la réforme
économique.**

Mesdames et Messieurs, tout d'abord je dois remercier pour cette invitation qui est vraiment un honneur pour moi et je dirais même un privilège, parce que je pourrai vous présenter quelque chose sur l'intégration européenne dans une perspective que peut être vous n'avez pas encore clarifiée. C'est-à-dire la perspective des gens qui vivent dans l'Europe de l'Est et qui sont maintenant entraînés dans un processus qui est vraiment très important et très dynamique mais que nous ne connaissons pas encore très bien. La transition que nous faisons maintenant est difficile, très coûteuse, douloureuse parfois, mais très intéressante du point de vue du modèle que nous voulons construire dans nos pays.

Ce modèle qui est déjà un peu clarifié, c'est le même modèle de l'intégration européenne. Nous voulons tous que les pays de l'Europe Centrale et de l'Est, et je dirai entre parenthèses que maintenant nous parlons seulement de l'Europe Centrale parce que, comme vous savez, l'organisation internationale a décidé que l'Europe de l'Est n'existait plus. La géographie a été un peu changée. La politique a voulu que l'Europe de l'Est s'intègre maintenant dans la notion plus grande de l'Europe Centrale. Mais je vais vous présenter ce soir quelques idées sur la perspective que nous avons et qui représente pour le moment pour nous plutôt le désir de l'intégration qu'une réalité.

Parfois les analystes et les experts ont la tendance de représenter l'Europe Centrale et de l'Est comme une région divisée entre, comme les Américains l'ont toujours dit «les bad gays et les good gays». Ce sont des pays qui font des progrès mais qui ne sont pas capables d'avoir le progrès économique. Malheureusement, un pays qui est un peu déclassé, c'est toujours la Roumanie.

Les nouvelles démocraties qui ont commencé à être développées en Europe après 1989 ont commencé presque le même jour mais ils ont eu des évolutions et des tendances différentes et je dirais chez nous, chez les gens de pays de l'Est, nous n'avons pas cette idée d'un développement en plusieurs catégories de la réforme ou de la transition.

Chez nous, nous avons toujours une explication pour les étapes que nous avons parcourues et pour les étapes que nous avons à résoudre dans le futur:

Quand on parle de l'Europe Centrale et de l'Europe de l'Est, on a toujours l'idée de trois ou quatre pays qui sont plus avancés et d'autres pays qui font un peu le peleton arrière.

Je dirai, dès le début de mon discours de ce soir que c'est la vérité, c'est-à-dire qu'il est extrêmement difficile maintenant d'admettre l'idée d'une égalité du développement, d'un rythme et d'une ampleur égal entre les pays de l'Europe Centrale et de l'Est.

L'explication est très simple, on peut avoir un aperçu historique, on peut avoir une explication logique de tout ce qui s'est passé là-bas, mais moi je pense qu'on doit

commencer l'explication au moment du début de la transition, c'est-à-dire pour mieux comprendre pourquoi les pays sont tellement divisés du point de vue position, transition et réforme. On doit bien comprendre ce qui s'est passé au début de 1990, c'est-à-dire quand tous les pays ont commencé à avoir des réformes et des conceptions sur la réforme.

Je voudrais vous présenter le point de vue roumain sur cette situation.

La Roumanie, c'est un pays qui est très bien connu pour des aspects qui ne sont pas caractéristiques pour mon pays, mais inconnu pour les aspects caractéristiques du point de vue évolution économique et sociale.

Je ne dirai pas que parfois on a une petite confusion entre les capitales ou entre les religions. Parfois les capitales ont les mêmes lettres du début. Parfois on ne sait pas bien si les Roumains sont des gens qui parlent une langue d'origine slave ou latine. Parfois on ne sait pas si la Roumanie a une histoire propre ou a dépendu de grands Empires qui ont vécu là-bas:

Mais ce qui est très important maintenant, c'est de connaître pourquoi la Roumanie est dans une situation un peu différente des autres. La Roumanie a commencé la transition en 1990, dans une situation tout à fait différente de tout autre pays. Je dirai très clairement, tout à fait différente.

On peut baser cette explication sur deux éléments de base. Tout d'abord, la Roumanie a été à la fin de 1989 le seul pays en Europe avec un régime communiste de type totalitaire très centralisé et même inspiré par le communisme nord-coréen.

C'était le seul pays, à la fin de 1989, dirigé dans une manière unipersonnelle par le grand secrétaire du Parti communiste. C'était le seul pays dans lequel l'idéologie a toujours été la base de la politique et du développement économique.

L'idéologie développée par le Parti communiste roumain pendant la période de 1980-1989, c'était une idéologie basée sur l'idée de l'indépendance par l'autarcie. C'était une autarcie totale, la Roumanie a été un pays fermé qui n'a pas pu copier le modèle de la transition, développé par les Hongrois, les Polonais, même par les Russes, par les Soviétiques, de 1984-1985. C'était un pays dans lequel la population n'était pas du tout préparée pour la transition.

Qu'est-ce que ça veut dire la transition?

Tout d'abord, la transition, c'est un changement de la propriété, de la structure industrielle mais surtout un changement de mentalité, de mentalité en termes économiques, de l'éducation économique. Je dirais même un changement dans la qualité du management. C'est pour ça que les Roumains n'étaient pas du tout préparés à la transition.

Quand nous avons commencé la transition, début 1990, la Roumanie était organisée dans une structure centralisée, très planifiée, très différente de tout ce que les autres ont commencé à faire deux ans auparavant.

La clôture culturelle a été tellement forte, puissante que l'influence de l'Occident a été très très faible. C'est pour ça qu'on ne peut pas faire une comparaison entre le moment du début de la transition entre la Roumanie et la Hongrie mais même pas entre la Roumanie et l'ex-Union Soviétique ou Monsieur Gorbatchev, par la perestroïka et la glasnost, a commencé à préparer la transition en 1984-1985.

Un autre élément qui a été très important pour délimiter la Roumanie de tout autre pays, c'était le type de la révolution, de la transformation.

La Roumanie a eu la malchance d'avoir une révolution violente. Comme vous le savez, la Roumanie a fait une révolution télévisée. Vous savez tout sur la révolution roumaine, c'est-à-dire des morts, des blessés mais c'était une conséquence que nous avons connu un peu plus tard.

Ce fut un vide terrible qu'a connu la Roumanie du point de vue économique, politique, administratif. Tout a été détruit en quelques jours. Tout a été démoli et personne n'était capable à l'époque de remplacer ce qui a été démoli par une structure nouvelle.

La Roumanie a subi ce vide pendant presque deux ans: C'était une période pendant laquelle la politique a été faite dans les rues, c'était une politique de frustration. Tout le monde a voulu, d'une manière presque violente, transformer toutes les expectations, tous les désirs qu'ils ont eu pendant des années dans des réalités.

C'est l'explication d'un début très différent de tout autre pays. Nous n'avons pas eu la chance d'avoir une velvet révolution comme la révolution tchèque, par exemple. Nous n'avons pas eu la chance d'avoir une transformation très lente et bien dirigée comme en Pologne ou en Hongrie. La Roumanie a été le seul pays de cette région qui a commencé un matin, le matin du 29 décembre, la transition, dans des conditions tout à fait inconnues pour toute la population, même pour les dirigeants de l'époque.

Le résultat de ce début a été constamment suivi par la politique pendant les deux ou trois années qui ont suivi. Nous avons eu une période dans laquelle la transition a été tout d'abord un problème de clarification afin de comprendre. C'est pour ça qu'en 1992, quand la Hongrie ou la Pologne ont commencé à connaître des progrès économiques notables, la Roumanie a connu une chute économique très dramatique, l'industrie a été presque réduite à 20% de sa capacité, l'agriculture était dans un désastre total. C'était pour la première dans l'Histoire de la Roumanie quand nous avons importé du blé quand l'exportation a représenté 10% de l'exportation de 1989. C'était une crise très profonde qui a été expliquée par l'incapacité de la Roumanie, à l'époque, d'assurer la préparation d'une transition plus dirigée et plus contrôlée par une théorie de la transition. Nous avons parlé à l'époque d'une transition de type choc ou de type graduel. Nous avons eu des débats pendant des mois pour savoir comment ça peut fonctionner. En même temps, d'autres pays ont fait de grands progrès.

Le moment le plus important pour la Roumanie a été 1993, c'est-à-dire l'année du courage fou quand nous avons eu la chance d'une stabilité politique assez réelle. Le courage fou a été le courage d'introduire en quelques jours dans le système économique des mesures politiques très coûteuses et très dangereuses du point de vue social. La Roumanie a décidé d'éliminer toutes les subventions, c'était le 1er juin, en 10 jours elle introduit la TVA, puis des libéralisations de type moderne en ce qui concerne le commerce extérieur, le régime douanier et d'autres.

Le résultat fut une inflation de 300% à la fin de l'année parce que les instruments de l'économie de marché ont été introduit dans une économie qui n'était pas capable à l'époque de fonctionner comme une économie de marché, c'est-à-dire une économie sans compétition, une économie de type monopoliste, c'est-à-dire une économie encore monopolisée par des grandes entreprises d'Etat, de propriétés d'Etat qui représentaient plus de 90%. L'inflation était une maladie terrible pour la Roumanie qui a été tellement grave que la production a subi le plus grand choc de toutes les années après la révolution. C'était

l'époque dans laquelle tous les analystes, tous les experts ont dit que l'Europe Centrale et de l'Est est vraiment divisée.

On a des pays qui marchent très bien, les pays plus proches de l'Occident, plus civilisés, avec des structures économiques plus stables comme la Pologne, la République tchèque, la Hongrie, la Slovaquie et d'autres pays qui sont dans un embarras économique terrible sans aucune possibilité de progrès prévisible à moyen et long terme. C'était le cas de la Roumanie tout d'abord, le pays avec la crise économique la plus visible, la Bulgarie, à l'époque avec une situation un peu meilleure, et je ne parle pas des pays de l'ex-Union soviétique maintenant.

Mais l'analyse faite à l'époque était correcte et valable: la Roumanie ne présentait aucune chance pour se régler dans un système tout à fait sorti du contrôle. C'était une période d'angoisse terrible au niveau des dirigeants parce qu'on savait bien que la catastrophe approchait, qui pourrait tourner vers un nouveau type de révolution standard. Période dans laquelle nous avons pensé si c'est possible d'avoir une aide de l'extérieur.

La Roumanie a aussi commencé la transition dans une situation tout à fait différente des autres pays car elle était le seul pays qui à l'époque n'avait pas de dette extérieure, c'était un pays avec un solde négatif.

Pour les analystes, c'était peut-être une situation très favorable mais nous les Roumains, nous savons bien que cette ambition du régime communiste de payer toutes les dettes a représenté la cause du collapse de l'industrie roumaine parce que pendant 10 années le régime communiste a interdit les importations, tout d'abord de technique, de 'know how', de technologie. L'industrie roumaine a perdu la possibilité d'être compétitive. Mais quand même, en 1993 lorsque la situation était terrible, nous avons pensé d'avoir une aide extérieure.

Le résultat fut négatif, c'est-à-dire les pays comme la Roumanie et la Bulgarie étaient encore une fois dans une situation différente parce que le crédit international était bloqué pour ces pays.

1993 a représenté pour des pays comme la Pologne une année qui peut être chiffrée en 5,000,000 \$ de crédits. En Roumanie, nous n'avons rien reçu. C'était logique car la situation économique de la Roumanie n'était pas une garantie pour un crédit.

La seule solution qui restait était un accord avec la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire Internationale. Il est très dangereux d'être très près de ces deux institutions financières car le politique n'est pas toujours favorable au climat social. La transition est toujours une période dans laquelle le gouvernement doit faire un choix entre deux types de politiques, une politique de type populiste ou une politique de type non populaire.

Etre toujours non populaire constitue un danger, être près de la Banque Mondiale est toujours non populaire et dangereux parce qu'on doit réduire les revenus, fixer les salaires, faire des sacrifices. Mais c'était pour nous la seule possibilité, nous avons négocié des mois et des mois et nous avons accepté à la fin l'accord de type 'stand-by' qui a commencé à la fin de l'année 1993 dans des conditions très délicates pour la Roumanie. Il était presque obligatoire de réduire l'inflation de 300% à environ 50%, d'introduire une politique moderne en ce qui concerne les taux de change, d'avoir une politique de type marché libre inter-bancaire pour les taux de change et aussi des mesures sur le crédit, sur l'intérêt et d'autres. C'était une période dans laquelle personne n'a eu le courage de penser que la Roumanie représentait encore un pays avec une petite chance de développement. Je me souviens que c'était un moment extrêmement important pour moi, peut-être pour ma vie.

J'étais à l'ONU l'année passée quand le Secrétaire Général a annoncé que la surprise était cette année-là la Roumanie car elle a commencé à bouger un peu. Cette phrase m'a beaucoup touché; c'était la vérité. La Roumanie a réussi, en menant une politique très profondément réglée entre l'économique et le social et à stopper l'inflation: 1994 représente une inflation très faible, environ 2,5% par mois. L'industrie et l'agriculture ont connu des progrès notables; nous avons repris les exportations et à la fin du mois d'août nous avons eu le plus grand chiffre d'exportations de toute l'histoire économique de la Roumanie. Je suis très fier d'être membre de l'équipe qui a négocié avec le Fonds Monétaire et qui a réussi à réaliser ces résultats, mais en même temps je suis très inquiet parce que si maintenant, dans toutes les analyses, la Roumanie est représentée comme un pays qui peut espérer avoir un futur très intéressant, mais je sais bien que le succès est très fragile, qu'il faut maintenant travailler pour la réforme et pour la transition. Encore une fois je dois revenir à la division entre les pays plus avancés et les pays moins avancés et de reconnaître que vis-à-vis du processus de l'intégration on doit présenter des résultats, des réalités, la capacité d'être assimilé dans des organismes comme l'Union Européenne. Un seul résultat, même encourageant, ne suffit pas. C'est pour cela que nous ne pensons pas que la Roumanie a maintenant des chances ou des atouts plus importants pour avoir une place plus proche des pays de Visegrade, parce que maintenant on doit faire quelque chose de très difficile, on doit procéder au changement structurel dans l'économie roumaine. Tout d'abord on doit commencer par deux éléments très difficiles car on ne sait pas comment procéder. C'est toujours une politique très pragmatique mais aussi c'est une politique d'inspiration parce qu'on doit trouver des solutions pour chaque problème. Tout d'abord la privatisation.

On parle toujours de la privatisation quand on parle de la transition et on a la tendance de classer les pays de l'Europe de l'Est sur la base de la proportion du secteur privé dans l'économie. Le premier pays, c'est la République Tchèque car elle a presque 40% du PIB produit par le secteur privé; la Roumanie produit seulement 28%, c'est-à-dire qu'elle n'est pas très avancée mais la privatisation a un sens tout à fait différent de ce qu'on peut donner par une classification. La privatisation représente un changement de propriété difficile à faire, mais faisable. La privatisation représente aussi un changement de la même qualité qui est très important mais très difficile à interpréter.

Que signifie la privatisation pour la Roumanie?

Elle représente peut-être la seule possibilité de donner à la population une motivation pour la réforme.

Qu'est-ce que la réforme a donné jusqu'à présent à la population roumaine?

Tout d'abord un passeport pour voyager, mais il est presque impossible d'obtenir les visas pour les pays de l'Europe de l'Ouest; le fait que la Roumanie est maintenant le premier producteur de Coca Cola dans l'Europe Centrale et de l'Est, la possibilité d'avoir une voiture mais de seconde main et achetée en Allemagne ou en France, peu en Belgique parce qu'elles y sont très chères. Pour le Luxembourg, je ne sais pas.

La privatisation a encore donné la possibilité de parler librement, je ne dis pas d'exprimer des idées parce qu'après 48 ans de communisme c'était une réaction perverse de changer le type de comportement. Auparavant tout le monde se taisait par peur, aujourd'hui tout le monde parle et on a des idées de tout, la politique, l'économie et le football. Mais le changement profond n'était pas encore arrivé. Que signifie un changement profond dans mon opinion, dans le statut du citoyen, dans la société?

Jusqu'à présent le citoyen roumain est toujours payé par le gouvernement, dans une situation de patriarcat économique parce qu'il dépend de la structure gouvernementale; il n'a pas la possibilité de s'exprimer du point de vue économique, de développer librement, d'avoir un business, de prendre le risque, de gagner sa vie par ses propres moyens. Seule la privatisation permet d'obtenir cela parce qu'en Roumanie et peut-être dans d'autres pays de l'Est, elle représente la possibilité d'introduire le citoyen sur le marché dans la vie économique. Il peut devenir capable d'utiliser les actions ou les bonus de privatisation que l'on est en train de distribuer maintenant, de faire sa vie comme il veut et de se développer dans une situation tout à fait différente de la situation passée.

Je pense qu'il est très important d'avoir ça parce que le communisme s'est détruit parce qu'il n'était pas capable de transformer l'individu dans un individu motivé par l'activité, par l'intérêt. C'est une situation très réelle dans l'économie roumaine, nous sommes toujours dans la situation d'avoir des obstacles qui viennent des citoyens, des ex-directeurs, qui s'appellent maintenant managers de l'entreprise qui sont maintenant des sociétés commerciales et d'autres, parce qu'ils ne sont pas capables de comprendre la réalité dans des situations très différentes.

L'exemple le plus douloureux pour nous, c'est la situation de l'investissement étranger. Après une période d'embargo, presque comme l'embargo serbe, pendant l'année 1992-1993, tout le monde a évité de venir en Roumanie parce que la Roumanie était un pays d'handicapés, du sida, et d'autres, maintenant on a une invasion d'étrangers qui investissent en Roumanie et la situation est presque tragi-comique parce que nous avons l'intérêt d'avoir les investisseurs mais le petit directeur d'une entreprise refuse le partenariat avec un investisseur étranger car il est risqué de perdre sa position, son privilège s'il y a compétition entre lui et l'étranger. La privatisation doit donc changer les mentalités.

Nous avons commencé la privatisation en 1990. En 1990, la privatisation a été immédiatement faite en agriculture. C'était une privatisation par la volonté populaire. Tout le monde a voulu reprendre le terrain qui avait été enlevé par les communistes à la fin de 1960. Ce fut une merveilleuse action politique mais aussi un merveilleux échec économique car l'agriculture a été divisée en environ 6,000,000 de petites propriétés, incapables de travailler le terrain, à cause de la situation des machines, des engrais, du capital et même de l'intérêt.

La majorité des Roumains qui ont reçu un terrain vivent maintenant dans les villes et ne savent pas faire l'agriculture. Nous essayons maintenant de corriger cet échec, en essayant d'introduire des méthodes nouvelles, des associations, des coopératives de type occidentale et d'autres.

Pour l'industrie, la privatisation a commencé en 1992 de façon très lente. Mais maintenant nous avons fait voter par le Parlement une nouvelle loi sur la privatisation, afin de privatiser en 10 mois environ de 49 jusqu'à 50% de la propriété de l'Etat dans l'industrie (environ 3000 entreprises), en utilisant le capital roumain. Nous espérons aussi beaucoup de capital étranger.

Si on fait la différence entre les pays les plus avancés, les pays de Wieselgrad et la Roumanie, on doit aussi parler d'une autre caractéristique.

Le système économique roumain était basé sur une structure industrielle de type soviétique des années 30, c'est-à-dire un modèle très vieux qui a été beaucoup «amélioré» par le secrétaire général du Parti et basé sur l'énergie à bon marché.

C'est pour cela que nous avons développé en Roumanie des géants industriels qui utilisent plus de 45,000 employés qui fabriquent des produits d'une technologie moyenne, tout d'abord pour les marchés du Comecon. Nous avons maintenant presque 300 grandes unités, appelées des mamouths, très grands et très peu maléables. Nous ne savons pas qu'en faire. Nous avons commencé une restructuration qui avance très lentement.

J'en viens à un autre point très important si on fait la comparaison entre différents pays de l'Europe de l'Est et Centrale. C'est le besoin que nous avons d'être assistés techniquement. L'intégration, comme nous l'espérons en Roumanie, c'est une action désirée pas seulement par les Roumains mais également par les pays de l'Europe intégrée, associée parce que les problèmes sont de plus en plus globalisés: C'est pour cela qu'il sera nécessaire d'avoir une assistance technique. Nous ne savons pas comment faire pour résoudre les problèmes des grandes unités dans la perspective d'une association économique en 5, 10 ou 15 ans.

Est-ce que ce sera nécessaire de maintenir en Roumanie une production d'environ 10,000,000 de tonnes d'acier par an et de maintenir des productions de plantes techniques ou d'autres?

Si l'intégration est, au sens étymologique, une double action, elle doit être maintenant vue à travers les besoins que nous avons de mieux comprendre la nécessité de la politique qui doit être suivie.

La grande différence entre la Roumaine et les pays de Wieselgrad parce que la structure économique de ce pays est différente, parce qu'ils sont beaucoup plus intégrés dans des relations économiques avec l'Europe de l'Est, dans des relations de coopération et de commerce et dans un circuit financier international. Nous avons de ce point de vue des difficultés réelles. C'est le problème le plus important maintenant parce qu'en Roumanie nous avons le sentiment que nous devons penser la classification du pays d'une manière un peu plus dynamique. Si, au début de la transformation, la Roumanie était un pays bloqué dans des situations économiques très rigides, maintenant elle commence à bouger et présente des possibilités un peu plus intéressantes que d'autres pays de se développer rapidement dans les années à venir.

La Roumanie a des avantages comparatifs un peu spécifiques. Tout le monde parle du fait que la Roumanie a un marché très grand (23,000,000 ha) et dispose d'une main-d'oeuvre très qualifiée et très bien préparée. C'est vrai qu'en Roumanie nous pouvons presque tout faire. Ainsi, nous avons une grande industrie aéronautique, cela va d'une industrie capable de faire du papier jusqu'à des avions de combat. Ces avantages comparatifs peuvent représenter des intérêts pour l'association future. De plus en plus, un avantage visible dont nous essayons de faire une politique réelle: Il s'agit de la situation énergétique de l'Europe Centrale et de l'Est.

L'Europe Centrale et de l'Est sont en danger de connaître une grande crise énergétique dans un futur de 5 à 10 ans parce que presque 65% de l'énergie électrique produite en Ukraine, en Biélorussie, dans tous les pays ex-soviétiques de la mer noire, en Hongrie, en Pologne, est produite dans des centrales nucléaires de type soviétique.

Les experts de la commission pour l'énergie atomique ont établi qu'on doit fermer toutes les usines de ce type parce que c'est un danger terrible pour l'Europe. La crise est très présente de 1989 jusqu'à l'an 2000. Un seul pays a la capacité d'être un fournisseur très stable d'énergie électrique, c'est la Roumanie. Ceci parce que la Roumanie a la capacité de produire une quantité d'énergie supérieure à ses besoins et parce qu'elle est la seule qui a une centrale atomique de type occidental pouvant produire dans des normes de sécurité totale.

L'exportation de la Roumanie vers tous les pays de la région est une possibilité pour améliorer la crise de l'énergie qui peut se transformer dans une crise économique et puis dans une explosion sociale. Pour la Roumanie, il est possible de faire cette exportation parce que les pays occidentaux ne peuvent aisément produire davantage vu l'opposition des partis verts qui protègent l'environnement.

Cet avantage a été très bien défini par nos partenaires et qui peut transformer la Roumanie comme centre de l'investissement étranger.

Un autre avantage de la Roumanie est de posséder la plus grande surface du terrain agricole par capita. Il s'agit d'un avantage qui n'est pas souvent analysé bien que très important dans une perspective à long terme.

En outre, il y a la position géographique de la Roumanie qui est une plaque tournante pour les relations économique avec l'ex-Union Soviétique, le Proche-Orient et l'Afrique.

J'ai voulu souligner tous les éléments qui peuvent démontrer qu'un pays qui a eu un début très difficile, qui n'a pas démontré la capacité du progrès, peut avoir dans une période de transition, une évolution tout à fait différente des perspectives.

En Roumanie si on n'a pas de nouvelle démocratie et de processus d'association, on doit avoir toujours une vision plus dynamique en termes de données du moment.

On espère que la vision d'une certaine marginalisation des pays sera peu à peu oubliée ou éliminée. Bien sûr, cela dépend des résultats, du travail des Roumains, du travail des dirigeants de la Roumanie; mais cela dépend aussi d'une certaine assistance dont les pays comme la Roumanie ont maintenant besoin.

Cette assistance a toujours été très visible et encourageante pour nous de la part du Luxembourg sous la forme d'une ouverture politique qui a toujours encouragé la Roumanie dans les moments difficiles et d'un effort d'investissement.

Le Luxembourg est un petit pays géographiquement parlant, mais présente une situation importante au top de l'investissement étranger en Roumanie: Il est à la 8ième position sur environ 115 pays. L'investissement du Luxembourg est surtout important en termes de capital.

La Roumanie est un exemple pour mieux comprendre la situation des pays qui aspirent à l'association, qui font des efforts pour être reconnus comme des partenaires mais qui ont des difficultés réelles.

Lors du débat, je pourrai peut-être expliquer les difficultés que la Roumanie connaît en termes d'assistance sociale, médicale, de l'éducation car la réforme n'est pas seulement économique mais elle touche la société en générale.

L'époque de la transition que nous vivons maintenant est intéressante car nous commençons à comprendre qu'il ne s'agit pas du tout d'un processus national.

Au contraire le processus de transition doit avoir une dimension globale parce que la situation de l'Europe Centrale et de l'Est peut grandement influencer la situation de toute l'Europe.

Pour terminer je voudrais exprimer l'idée que le français que je parle est un symbole de la manière dont les Roumains comprennent l'association.

Nous ne pouvons pas encore parler correctement le français, mais nous avons au moins la capacité de transmettre nos idées.

La politique actuelle de la Roumanie est d'être capable de transmettre à l'extérieur la détermination de faire partie de l'Europe, marquée par les résultats que notre pays présentera dans l'année qui vient.

Je vous remercie de poser vos questions sur tous les aspects de l'économie roumaine.